



Notes de synthèse

Fiche synthèse sur les transferts de fonds : Le corridor États-Unis/Mexique

Sophie Le Blanc

Les transferts de fonds

Pendant longtemps, les transferts de fonds n'ont guère attiré l'attention des décideurs politiques et des organisations internationales. Pourtant, ce phénomène existe depuis plusieurs décennies aussi bien au Mexique qu'ailleurs dans le monde. En fait, les envois d'argent étaient auparavant comptabilisés dans la balance des paiements des États comme des erreurs. L'intérêt institutionnel pour ces formes d'envois d'argent date seulement du milieu des années 1990. Cette période correspond également à une augmentation des flux (Lucas, 2005 : 146). L'invisibilisation des migrants dans leurs pays d'accueil semble en partie responsable de ce manque d'intérêt institutionnel (Terry, 2005 : 5).

Les immigrants mexicains ont souvent des salaires bas. Pourtant les sommes totales qu'ils envoient sont énormes : presque 24 milliards de dollars au Mexique en 2006. En fait, les migrants transfèrent de petites sommes, plusieurs fois par an. Le montant moyen envoyé par les migrants mexicains est situé entre 200 et 400 \$ selon les études¹ avec une augmentation depuis le début des années 2000 (Hernández-Coss, 2004 : 8 ; Terry, 2005 : 5 ; Orozco, 2004 : 15) La majorité des envois se fait mensuellement (CEPAL, 2007 : 195).

Les migrants transfèrent des fonds pour contribuer au salaire familial souvent peu élevé de leurs foyers d'origine.

Certains cherchent à préparer leur retour au pays. Ils investissent alors dans l'immobilier, dans des terrains ou dans des commerces. Les données disponibles montrent qu'environ 80 à 90% des sommes perçues sont utilisées pour les dépenses courantes du ménage (alimentation, logement, éducation, santé, réparations) (PHC, 2003 : 11). Le reste se transforme en placements dans l'immobilier, les terrains (IFAD, 2007). Plusieurs utilisent ces résultats pour statuer sur le potentiel de développement de ce phénomène (Voir la section débats).

Le profil type de l'envoyeur de fonds est plutôt difficile à établir. Le consensus veut que les migrants continuent leurs envois bien qu'ils soient susceptibles d'en diminuer la fréquence et la taille avec le temps (Maimbo et Ratha, 2005 b : 5). De l'autre côté de la frontière, plusieurs soulignent que les bénéficiaires ont une situation

économique, familiale et sociale équivalente à celle de la moyenne de la population (PHC, 2003 : 4). C'est donc l'ensemble des Mexicains sans grande distinction autre que d'avoir un proche aux États-Unis qui est susceptible d'être concerné.

Les transferts de fonds : définition

Les transferts de fonds sont des sommes d'argent envoyées d'un endroit à un autre. Dans ce document, nous référons aux flux entre un immigrant et son pays d'origine. Dans notre étude de cas, il sera question des Mexicains émigrés aux États-Unis. Il est important de souligner que l'étude des transferts de fonds ne prend pas en compte les biens offerts par les migrants et qui constituent pourtant un partage de salaires, sous forme matérielle.

« *The transference of remittance monies is a story of rapid changes in the marketplace, coupled with serious challenges of fairness for consumers and strategies needed to expand the institutional handling of remittances* » (Lowell et de la Garza, 2002 : 7).

À NOTER

Il convient de noter la difficulté de trouver des données sur lesquelles fonder les analyses. L'ignorance des transferts de fonds entre migrants limite la validité des données avant les années 2000, voir même avant 2004. Si aujourd'hui les montants sont plus vérifiables notamment grâce au travail de la Banque du Mexique (Banco de México), les autres chiffres concernant les proportions des modes de transferts de fonds, leur utilisation ou le portrait statistique des envoyeurs et receveurs demeurent encore soumis à une grande variation d'une étude à l'autre. De plus, l'ampleur du marché informel étant difficile à cerner, les chiffres exacts sur l'argent qui transige d'un pays à l'autre demeurent presque impossibles à obtenir.

Une répartition inégale

À peu près tous les États américains et mexicains sont concernés par les transferts de fonds. Néanmoins, ces derniers ne sont pas répartis de manière égale entre les régions. Dans l'ensemble, les États qui connaissent des taux d'émigration plus importants reçoivent plus que les autres tandis que ceux qui connaissent la plus grande communauté immigrante envoient plus.

D'après les données de la Banque du Mexique, les régions administratives du Mexique qui reçoivent le plus sont : Guanajuato, Michoacán, Distrito Federal, Veracruz, Puebla, Oaxaca, Jalisco, Guerrero et Estado de México (Banco de México, données compilées par l'auteure).

En 2006, dix États (Californie, Texas, New York, Floride, Illinois, New Jersey, Géorgie, Arizona, Caroline du Nord et la Virginie) ont envoyé plus d'un milliard de dollars US en Amérique latine (MIF, 2008 b). Le Kentucky, la Louisiane et le Nouveau-Mexique ont connu entre 2004 et 2006 une augmentation des transferts de fonds supérieure à 200%² (MIF, 2008 b).

Les transferts de fonds dans le monde en 2006

- * 300 milliards de dollars (IFAD, 2007 : 2)
- * 1,5 milliard de transactions financières (IFAD, 2007 : 2)
- * 10% des foyers de la planète sont concernés (IFAD, 2007 : 2)
- * L'Inde, le Mexique et les Philippines constituent le trio de tête (IFAD, 2007 : 10).
- * 67,905 milliards de dollars pour l'Amérique latine et les Caraïbes (IFAD, 2007 : 14)
- * Environ 5 milliards dans le sens Espagne-Amérique latine et Caraïbes (MIF, 2008 e)
- * 43% du PIB de Guyana (MIF, 2008)

Les modes de transferts de fonds

Circuits formels/informels

Les flux d'argent entre les États-Unis et le Mexique empruntent des chemins formels et informels. Le premier

circuit correspond aux activités intégrées au secteur financier régulées par les gouvernements et des lois (Hernández-Coss, 2004 : 2). Il est constitué des institutions financières non bancaires (par exemple Western Union et Money Gram), les banques, les coopératives de crédit et les entreprises individuelles ou les chaînes (Hernández-Coss, 2004 : 10). Les circuits informels regroupent cet ensemble disparate de tout ce qui n'est pas formel. Les institutions de transferts de fonds non-autorisées, l'envoi par la poste d'argent liquide, l'utilisation d'un intermédiaire (un ami, membre de la famille ou professionnel) qui donnera l'argent liquide en main propre au destinataire forment une partie de ce secteur.

Les migrants n'ont pas attendu les banques ou les organismes spécialisés pour envoyer des fonds à leur famille. Ils se sont pendant longtemps appuyés sur l'alternative qui leur était disponible : les circuits informels. Aujourd'hui, la part de ces transferts demeure importante dans les flux de fonds bien qu'il se révèle néanmoins difficile de l'estimer avec précision.

Les transferts de fonds en 2006 en quelques chiffres

- 23,742 milliards de dollars en transferts de fonds vers le Mexique (MIF, 2008)
- C'est 100 fois l'aide au développement dont a bénéficié le Mexique
- L'équivalent de l'ensemble de l'aide au développement donné par les États-Unis (OCDE, calculs de l'auteure)
- 2,82% du PIB (Banco de México, calculs de l'auteure)
- L'équivalent de l'ensemble des IDE (OCDE, 2007 : 32)
- 18% des Mexicains qui sont concernés (PHC, 2003 : 4)
- La dernière année d'une croissance stable de 20% par an de 2000 à 2006 (voir graphique)

Le pourcentage varie de 12 à 48% du marché selon les auteurs (Pozo, 2002 : 79 ; Lowell et de la Garza, 2002 : 10 ; PHC, 2003 : 3). 70% à 80% des flux passeraient à travers des compagnies de transferts de fonds telles que Western Union ou Money Gram tandis que la part des banques se situerait entre 5 et 11% selon les études (PHC, 2003 : 3-4 ; Suki, 2007 : 32). La part des coopératives de crédit se limiterait à 2-3% du marché (PHC, 2003 : 6 ; Suki, 2007 : 31). En définitive, les circuits

informels existent encore et la part des banques et des coopératives de crédit se révèle bien limitée par rapport aux organismes de transferts de fonds.

Le marché formel des transferts de fonds

Parmi les transferts formels d'argent, les mandats postaux qui étaient auparavant les plus courants au Mexique (40% des transferts en 1994) ont beaucoup diminué depuis pour atteindre seulement 15% en 2006 (Suki, 2007 : 20). Depuis l'ALENA, les transferts électroniques se sont généralisés en mettant fin au monopole de *Telégrafos de Mexico* (Lowell et de la Garza, 2002 : 7).

En 2006, 56 compagnies opéraient des transferts de fonds au Mexique ce qui est supérieur à la plupart des autres pays d'Amérique latine (Orozco, 2006 : 3). En 2004, Western Union occupait 15% du marché, Orlandi Valuta et Money Gram comptaient respectivement pour 10 et 8%. De petites compagnies constituaient le reste, c'est-à-dire 67% (Hernández-Coss, 2004 : 11). Ce n'est que récemment que le marché entre les organismes de transferts de fonds s'est équilibré avec la diminution importante de la domination de Western Union et de Money Gram³. La compétition est limitée aux États-Unis en partie par les variations de réglementations et d'exigence pour les institutions financières non bancaires d'un État à l'autre (Maimbo et Ratha, 2005 b : 8). Bank of America, HSBC, Citibank, US Bank et Wells Fargo et leurs branches mexicaines (notamment Banamex, HSBC México et Bancomer) sont les principales banques américaines qui tentent d'entrer dans le marché (Suki, 2007 : 32-35).

Organismes de transferts de fonds : définition

Un organisme de transfert de fonds est une institution financière non bancaire, détenant une autorisation légale. Il est autorisé à exercer des activités bancaires qui n'impliquent pas la réception d'argent dans un compte courant sujet à des retraits par chèques (Lowell et de la Garza, 2002 : 7). Il reçoit les montants de leurs clients, les place sur les comptes en banques de la compagnie et les transfère dans les comptes à l'étranger. Les bénéficiaires récupèrent l'argent en liquide dans les succursales les plus proches. Certains organismes offrent la possibilité d'envoyer des fonds en quelques minutes (*Dineros en minutos* chez Western Union). La rapidité de leurs transferts et leur présence étendue (environ 6000 agences au Mexique (Western Union, 2007)) constituent des atouts importants. Néanmoins, leurs coûts élevés sont souvent décriés.

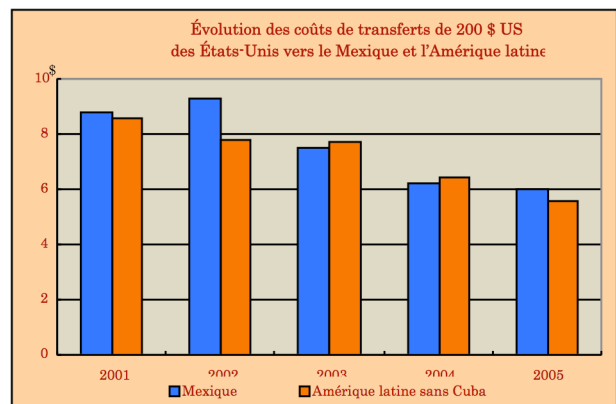
Le faible taux de bancarisation des Mexicains est une caractéristique essentielle du circuit des transferts de fonds formels. Le Mexique a le taux de couverture bancaire le plus faible de la région (Hernández-Coss, 2004 : 36). Seuls 6% de la population en milieu rural détiendrait un compte en banque (Bouquet, 2005 : 74). Ce faible taux de couverture bancaire se retrouve dans la communauté immigrante mexicaine aux États-Unis. Seulement un quart des envoyeurs détiennent un compte en banque (Lowell, 2004 : 12) alors que 40% des immigrants latinos en détiennent un (Orozco et Wilson, 2005 : 384). La disparition des banques des quartiers pauvres au début des années 1990 est en partie responsable de ce faible taux de bancarisation, les organismes de transferts de fonds ayant pris la place laissée libre. De plus, les migrants se reposent beaucoup sur les circuits qui leurs sont familiers à travers leur réseau social ou leur utilisation habituelle (Hernández-Coss, 2004 : 13). Les banques entrent rarement dans cette définition. En-dehors de ces dernières, les coopératives de crédits prennent une place plus importante, particulièrement dans les campagnes où la couverture demeure difficile et coûteuse à étendre. L@ Red de la Gente (une association de coopératives de crédit pour les transferts de fonds sous l'égide de la Bansefi (Banco nacional del ahorro y de servicios financieros) fait partie des organismes qui promeuvent l'installation dans les zones rurales.



Le marché ainsi que les banques tentent de s'adapter à une clientèle faiblement bancarisée en proposant des nouveaux services, moins coûteux. Ces nouveaux « produits » tendent d'une part à faciliter le transfert d'argent sans ouverture de compte bancaire. Parfois ils proposent, au contraire, des options favorisant l'épargne. Par exemple, plusieurs banques offrent des cartes ATM duelles pour un coût fixe de 1,50\$: une appartient à l'immigrant aux États-Unis et l'autre au receveur au Mexique (Bair, 2005 : 100). Cette méthode, plus économique, a l'avantage d'éviter au receveur de détenir un compte bancaire et de se déplacer dans une succursale, il suffit d'aller à un guichet automatique moins coûteux

d'installation. À noter l'exemple particulièrement parlant d'Elektra, un détaillant en meubles qui proposait des services de transferts de fonds, et qui a ouvert une banque (BancoAzteca) destinée aux plus pauvres dans les milieux ruraux.

Les coûts ont baissé de 50% depuis les années 1990 (López-Córdova et Olmedo, 2006 : 9) et d'environ 30% depuis 2001 (voir graphique). Cette baisse de coûts est attribuée à l'augmentation de la compétition entre les organismes de transferts de fonds et à l'introduction des banques dans le marché. Il demeure encore difficile aujourd'hui d'établir avec certitude les prix puisque ceux-ci varient en fonction des régions considérées et de la concurrence établie au sein de ces régions, et des produits concernés (Hernández-Coss, 2004 : 15). En général, les coûts varient entre 3,5 et 10% pour un envoi « formel » de 200\$. Les banques et les coopératives de crédit offrent des services dans une fourchette de 3,5 à 5% du montant tandis que les organismes de transferts de fonds frôlent plus le 8% (Orozco, 2004 : 22).



(Source : Orozco, 2006 : 2)⁴

Les autres acteurs

Les gouvernements des pays bénéficiaires se sont intéressés à ces sommes en adoptant des politiques pour encourager les envois, tirer profit des montants ou pour protéger leurs citoyens des abus. Les tentatives d'imposer des taxes ont eu pour résultat de transférer les flux dans les circuits informels. Le Mexique s'est plutôt orienté vers des politiques visant à augmenter le potentiel de développement des flux à travers l'initiative pour les Home Town Associations (HTA) et à protéger les consommateurs en créant la Comisión nacional para la protección y defensa de los usuarios de servicios financieros (Condusef) dont le mandat est notamment d'informer et de publiciser les coûts des transferts.

Les HTA sont des groupes de migrants d'origine mexicaine pour la plupart se réunissant pour mener des projets. Ils existent depuis longtemps, mais ils ont récemment étendu leur champ d'action en fournissant une aide au développement pour les communautés d'origine (Zárate-Hoyos, 2005 : 182). Il y aurait plusieurs milliers de ces associations aux États-Unis. L'aide, à l'origine privée, a suscité une aide publique supplémentaire. Le gouvernement mexicain a initié un programme « 3 pour 1 » où chaque somme transférée à travers certains projets menés par des HTA est triplée par un montant fédéral afin de financer les infrastructures. D'autres initiatives similaires ont émergé avec les paliers provinciaux et municipaux.

Le gouvernement américain, quant à lui, a mis en place un transfert fédéral automatisé (traduction de « Automated

Clearing House») entre les États-Unis et le Mexique pour promouvoir les transferts de fonds à bas coût en donnant accès à une plateforme de la banque de réserve fédérale (Suki, 2007 : 45). Pour des raisons de délais les banques ne se servent pas cette opportunité.

La réglementation des flux

Les transferts de fonds, légaux ou illégaux, soulèvent le risque de blanchiment d'argent. Après le 11 septembre, les contrôles sur les mouvements bancaires aux États-Unis se sont amplifiés. La section III du Patriot Act (document adopté par le gouvernement américain au lendemain du 11 septembre contenant des dispositions pour lutter contre le terrorisme) est entièrement consacrée au blanchiment d'argent international. On y prévoit la mise en place de mesures plus strictes d'identification par les banques de leurs clients (Patriot Act, 2001 : section 326). Le Bank Secrecy Act (politique concernant la lutte au blanchiment d'argent par l'intermédiaire des banques) a été modifié à cette occasion, autorisant le gouvernement à accéder aux informations détenues par les banques sur leurs clients (BSA, 2006 : 4). Ces nouvelles réglementations ont eu des impacts importants sur certains organismes de fonds dont les comptes en banques ont été fermés sous prétexte de la difficulté à contrôler l'origine des fonds qu'ils transfèrent (Orozco, 2006 : 11). Néanmoins, l'acceptation de plus en plus diffuse des cartes consulaires mexicaines pour l'ouverture de comptes bancaires permet de limiter les dégâts au niveau de la clientèle mexicaine.

Les organismes de transferts de fonds se disent confrontés à des problèmes issus de la réglementation surtout aux États-Unis (Andreassen, 2006 : 10). Au Mexique, la réglementation relève de la Banque du Mexique. En 2002, l'institution a demandé à ce que les organismes s'enregistrent auprès d'elle et lui fournissent des données mensuelles (Hernández-Coss, 2004 : 35). Depuis 2004, de nouvelles mesures ont été adoptées visant à augmenter les déclarations d'activités suspectes et les exigences en matière d'identification des clients (Hernández-Coss, 2004 : 73).

Les institutions internationales impliquées

L'intérêt institutionnel a été particulièrement tardif. Aujourd'hui plusieurs organisations internationales en parlent, le plus souvent sous l'angle du développement. La Banque mondiale, le FMI et les Nations unies ont travaillé ensemble pour améliorer les statistiques sur les flux (Maimbo et Ratha, 2005 b : 2). La Bank for International Settlements et la Banque mondiale ont œuvré à mettre en place un système plus transparent (Maimbo et Ratha, 2005 b : 2). L'OIM quant à elle poursuit des projets pour améliorer le potentiel de développement des transferts de fonds. L'IFAD et la CEPAL produisent régulièrement des rapports et des études sur le sujet. Enfin, cette question s'est retrouvée à l'agenda de certaines rencontres du G8 et notamment celle de Sea Island (2004).

L'organisation internationale la plus importante pour le suivi des flux en Amérique latine est peut-être le Multilateral Investment Fund (MIF). Depuis 2000, le MIF, créé en 1993, et la BID (Banque interaméricaine de développement) travaillent ensemble sur les questions de développement reliées aux envois de fonds en Amérique latine (PHC, 2003). Un des premiers projets, « Remittances as a Development Tool » (Les transferts de fonds comme outils de développement) visait à sensibiliser sur l'existence et l'ampleur de ce phénomène (Orozco et Wilson, 2005 : 385). La mission du MIF consiste à « promouvoir une croissance

économique large à travers le développement du secteur privé et particulièrement des microentreprises et des petites entreprises » (MIF, 2008 d). Le MIF se veut un promoteur de projets entrepreneuriaux innovateurs en Amérique latine et dans les Caraïbes. Depuis 2005, la réduction de la pauvreté s'est ajoutée aux objectifs de cet organisme créant ainsi le « MIF II » (MIF, 2008 d). La question des transferts de fonds est intégrée au titre de facteur de développement humain et du secteur privé et de la promotion de la démocratie financière c'est-à-dire l'accès aux services bancaires. (VOIR MIF II, 2005).

Débats et enjeux sur les transferts de fonds

Un facteur de développement ?

Les premiers débats engendrés par la découverte des montants impliqués dans les transferts de fonds ont concerné la question du développement. Nous l'avons dit, les sommes envoyées par les Mexicains à leur famille dépassent largement l'ensemble de l'aide au développement reçue par le Mexique. Plusieurs ont voulu y voir la manne providentielle permettant un développement des pays d'émigration. Nous serions confrontés à des flux privés à la recherche d'opportunités publiques (Orozco et Wilson, 2005 : 391). Les recherches tendent à montrer que l'utilisation de l'argent se concentre avant tout sur la consommation quotidienne. Les investissements « productifs » (entreprises, matériel agricole, épargne) sont limités.

La définition du développement pose problème. Alors que plusieurs vont considérer qu'acheter des appareils électroniques constitue une perte d'argent, d'autres vont y voir un achat qui va de pair avec la position sociale dans la société. En montant dans l'échelle sociale, les familles de migrants s'assurent ainsi de plus grandes chances d'accéder à des emplois mieux payés. Par ailleurs, les dépenses en santé et en éducation constituent des investissements dans l'avenir pour sortir de la pauvreté.

D'un autre côté, plusieurs sont sceptiques face au potentiel de développement. Ils remettent en perspective les effets bénéfiques en soulignant l'intégration dans le phénomène plus vaste des migrations (effet de brain-drain, de l'émigration de la main-d'œuvre, des problèmes sociaux posés par l'absence de membres de la famille). L'importance et la continuité des flux d'argent parallèlement aux flux humains font souligner à plusieurs l'importance de ce phénomène croisé pour le maintien de la stabilité sociale et économique dans les pays d'origine (PHC, 2003 : 4). S'appuyer sur les transferts de fonds favoriserait un statu-quo permettant aux États de ne pas remplir leur mission sociale de développement. De plus, les fonds se concentrent dans les régions d'émigration au détriment des autres qui sont parfois encore plus pauvres.

Finalement, le potentiel de développement est plus ou moins prouvé à cause des données limitées sur l'utilisation de l'argent et ses conséquences. Les études s'orientent aujourd'hui sur la façon de favoriser ce potentiel (voir Maimbo et Ratha, 2005 a ; Terry et Wilson, 2005).

La place des banques dans les transferts de fonds

Vers la fin des années 1990, les chercheurs se sont détournés des questions de développement pour s'intéresser plutôt aux intermédiaires financiers (Orozco, 2004 : 4). Phénomène très récent, l'arrivée des banques dans le marché des transferts de fonds soulève plusieurs enjeux. Les banques sont porteuses de

promesses de coûts moindres, de meilleure sécurité et traçabilité. Les défenseurs de la bancarisation parlent même de promouvoir la démocratie financière. L'utilisation de services bancaires permettrait de sortir de la pauvreté et des risques financiers les plus démunis, en favorisant l'épargne et en fournissant des services bancaires d'urgence comme le crédit.

D'autre part, la prise du marché par les banques n'est pas nécessairement souhaitable. L'alternative aux banques, comme les coopératives de crédit, est moins coûteuse. Alors que la couverture rurale se réalise peu à peu grâce à ces coopératives, le risque existe que les banques viennent reprendre la place une fois les investissements d'installation réalisés au détriment des plus pauvres.

La place des banques est abordée comme une nouvelle question du potentiel de développement. La bancarisation des transferts peut constituer un moyen indirect de favoriser, comme le souhaitent les gouvernements, l'épargne (Maimbo et Ratha, 2005 b : 7). Néanmoins, il convient de noter la très faible réponse des migrants à l'arrivée des banques sur le marché qui fait penser à une inadaptation des services et méthodes aux besoins des plus pauvres.

La diminution des transferts de fonds des États-Unis vers le Mexique en 2007

Alors que les transferts de fonds avaient augmenté de manière importante et constante (20% par an) depuis plusieurs années, 2007 marque un changement dans cette dynamique. Les montants sont identiques à ceux de 2006. Certains-es y voient l'impact de la plus grande sévérité sur les migrants aux États-Unis (IDB, 2008).

Quels sont les liens entre cette baisse de croissance et la crise des subprimes ? Sommes-nous face à un retour aux circuits informels ? Les augmentations précédentes étaient-elles dues à la mise en lumière du phénomène ? Quels sont les impacts pour la population mexicaine de cette stagnation ?

Les réponses à ces questions et à tous les autres enjeux auront un impact sur la formulation des politiques américaines et mexicaines sur les migrations. Statuer sur les impacts des transferts de fonds donne des arguments à l'un ou l'autre côté du débat sur les conséquences des migrations dans le pays d'accueil et le pays d'origine.

Quelques auteurs essentiels

Manuel Orozco est la référence en matière de transferts de fonds entre les États-Unis et le Mexique. Il a dirigé plusieurs ouvrages fondamentaux et réalisé plusieurs études disponibles en ligne. Il a travaillé pour le MIF. Ses derniers travaux ont surtout porté sur les modes de transferts de fonds.

Donald Terry, ancien président du MIF, travaille sur les questions de développement attachées aux transferts de fonds.

Dilip Ratha économiste au Development Prospect Group de la Banque mondiale. Il ne se concentre pas particulièrement sur l'Amérique latine mais travaille sur le développement à travers les transferts de fonds.

Quelques rapports importants

IFAD (2007) *Rapport succinct mais à jour, présentant des données mondiales sur les transferts de fonds*

López-Córdova et Olmedo (2006) *Bilan de la littérature sur le développement associé aux transferts de fonds*

Orozco (2006) *Rapport sur les modes de transferts de fonds et les défis posés aux entreprises œuvrant sur ce marché*

Suki (2007) *Rapport complet sur les modes de transferts de fonds et les problématiques qu'il reste à explorer*

Bibliographie

- Andreassen, Ole E. (2006) « Remittance Service Providers in the United States : How Remittance Firms Operate and How they Perceive their Business Environment » [En ligne] http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDS/IB/2006/10/12/000090341_20061012155804/Rendered/PDF/376000US0Business0models0FSEseries.pdf (page consultée le 18 mars 2008).
- Bair, Sheila C. (2005) « Improving the Access of Recent Latin American Migrants to the U.S. Banking System », In Donald F. Terry et Steven R. Wilson (ed.), *Beyond Small Change : Making Migrant Remittances Count*, Washington : Inter-American Development Bank, pp. 95-131.
- Bouquet, Emmanuelle (2005) « Remesas y Servicios Financieros », In Barbara J. Merz (ed.) *New Patterns for Mexico : Observations on Remittances, Philanthropic Giving, and Equitable Development/Nuevas Pautas para México : Observaciones sobre Remesas, Donaciones Filantrópicas y Desarrollo Equitativo*, Cambridge (MA) : Harvard University Press, pp. 71-97.
- BSA (2006) « Bank Secrecy Act / Anti-Money Laundering Examination Manual », [En ligne], 367 p. http://www.ffc.gov/pdf/bsa_aml_examination_manual2006.pdf (page consultée le 15 décembre 2007)
- CEPAL (2007) « Migración internacional, derechos humanos y desarrollo » [En ligne], Santiago de Chile : Nations Unies, 368 p. <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/8/26608/LCW98-migracion.pdf> (page consultée le 10 décembre 2007)
- Hernández-Coss, Raúl (2004) « Lessons from the US-Mexico Remittances Corridor on Shifting from Informal to Formal Transfer System » [En ligne] http://www1.worldbank.org/finance/html/amlft/docs/Rem_CS/U_S-Mex_CS_Eng.pdf (page consultée le 10 mars 2008)
- IDB (2008) « Remittances to Latin America and the Caribbean slower, IDB says » [En ligne] <http://www.iadb.org/news/articledetail.cfm?language=English&artid=4459> (page consultée le 15 mars 2008)
- IFAD (2007) « Sending Money Home : Worldwide Remittance Flows to Developing and Transition Countries » [En ligne] <http://www.ifad.org/events/remittances/maps/brochure.pdf> (page consultée le 2 mars 2008)
- López-Córdova, Ernesto et Alexandra Olmedo (2006) « International Remittances and Development : Existing Evidence, Policies and Recommendations », *Occasional Paper 41*, [En ligne] Banque interaméricaine de développement, 36 p. <http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=784877> (page consultée le 2 octobre 2007)
- Lowell, Briant Lindsay (2004) « Immigrant Remittances : Trends and Impacts, Here and Abroad » Présentation pour le Financial Access for Immigrants : Learning from Diverse Perspectives, the Federal Reserve Bank of Chicago [En ligne] http://www.chicagofed.org/news_and_conferences/conferences_and_events/files/financial_access_for_immigrants_lowell.pdf (page consultée le 2 mars 2008)
- Lowell, Briant Lindsay et Rodolfo O. de la Garza (2002) « A New Phase in the Story of Remittances », In Rodolfo O. de la Garza et Briant Lindsay Lowell (ed.) *Sending Money Home : Hispanic Remittances and Community Development*, Oxford : Rowman & Littlefield Publishers, pp. 3-28.
- Lucas, Robert E. B. (2005) *International Migration and Economic Development : Lessons from Low-Income Countries*, Northampton : Edward Elgar Publication, 360 p.
- Maimbo, Samuel Munzele et Dilip Ratha (ed.) *Remittances : Development Impact and Future Prospects*, Washington : the World Bank, 378 p.
- Maimbo, Samuel Munzele et Dilip Ratha (2005 b) « Remittances : An Overview » dans Samuel Munzele Maimbo et Dilip Ratha (ed.) *Remittances : Development Impact and Future Prospects*, Washington : the World Bank, pp. 2-16.
- MIF (2008) « Remittances Map IDB » [En ligne] http://www.iadb.org/mif/remesas_map.cfm?language=English&arid=5 (page consultée le 10 mars 2008)
- MIF (2008 b) « Remittances by US States 200 – IDB » [En ligne] http://www.iadb.org/mif/REMITTANCES/USA/RANKING2006b.cfm?language=english&id_state=NE (page consultée le 11 mars 2008)
- MIF (2008 c) « Remittances by Country – IDB » [En ligne] http://www.iadb.org/mif/remittances/lac/remesas_me.cfm (page consultée le 11 mars 2008)
- MIF (2008 d) « About the IMF – IDB » [En ligne] http://www.iadb.org/mif/about_us.cfm?language=English (page consultée le 12 mars 2008)
- MIF (2008 e) « Map of Remittances from Spain – IDB » http://www.iadb.org/mif/remesas_spain_dollars.cfm?language=English
- MIF II, (2005) « Agreement Establishing the Multilateral Investment Fund II » [En ligne] <http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getDocument.aspx?DOCNUM=981899> (page consultée le 12 mars 2008)
- OCDE (2007) *Mexico : Economic Survey*, 178 p.
- Orozco, Manuel et Steven R. Wilson (2005) « Making Migrant Remittances Count », In Donald F. Terry et Steven R. Wilson (ed.), *Beyond Small Change : Making Migrant Remittances Count*, Washington : Inter-American Development Bank, pp. 375-394.
- Orozco, Manuel (2006) « International Flows of Remittances : Cost, Competition and Financial Access in Latin America and the Caribbean : Toward an Industry Scorecard » [En ligne], Rapport présenté à la rencontre « Remittances and Transnational Families », sponsorisée par le Fond Multilatéral de la Banque interaméricaine de développement et la Fondation Annie E. Casey, 17 p. <http://www.thedialogue.org/PublicationFiles/International%20Flows%20of%20Remittances%20cost%20competition.pdf> (page consultée le 3 décembre 2007)
- Orozco, Manuel (2004) « The Remittance Marketplace : Prices, Policy and Financial Institutions » [En ligne], *Pew Hispanic Center : Reports*, 42 p. <http://pewhispanic.org/files/reports/28.pdf> (page consultée le 25 novembre 2007)
- Patriot Act (2001) « Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism (USA Patriot Act) Act of 2001 » [En ligne], Public Law 107-56, 107e session du Congrès http://frwebgate.access.gpo.gov/cgi-bin/getdoc.cgi?dbname=107_cong_public_laws&docid=f:publ056_107.pdf (page consultée le 15 décembre 2007)
- Pew Hispanic Center (2003) « Remittance Senders and Receivers : Tracking the Transnational Channels » [En ligne] <http://pewhispanic.org/files/reports/23.pdf> (page consultée le 15 mars 2008)
- Pozo, Susan (2005) « On Remittances and Risk », In Donald F. Terry et Steven R. Wilson (ed.), *Beyond Small Change : Making Migrant Remittances Count*, Washington : Inter-American Development Bank, pp. 71-92.
- Suki, Lenora (2007) « Competition and Remittances in Latin America : Lower Prices and More Efficient Markets » [En ligne], *OECD and Inter-American Development Bank Working Paper*, 54 p. <http://www.oecd.org/dataoecd/31/52/38821426.pdf> (page consultée le 3 décembre 2007)
- Terry, Donald F. (2005) « Remittances as a Development Tool », In Donald F. Terry et Steven R. Wilson (ed.), *Beyond Small Change : Making Migrant Remittances Count*, Washington : Inter-American Development Bank, pp. 3-19.
- Terry, Donald F. et Steven R. Wilson (ed.) (2005) *Beyond Small Change : Making Migrant Remittances Count*, Washington : Inter-American Development Bank, 419 p.
- Zarate-Hoyos (2005) « The Development Impact of Migrant Remittances in Mexico » In Donald F. Terry et Steven R. Wilson (ed.), *Beyond Small Change : Making Migrant Remittances Count*, Washington : Inter-American Development Bank, p. 159-191.

¹ La majorité de la littérature s'accorde pour fixer la fourchette entre 200 et 300\$. Néanmoins, Orozco avance un montant moyen de 400\$.

² Les données de 2004 n'étaient pas disponibles pour le Rhode Island, le Delaware, le Mississippi, Hawaï, le Wyoming, l'Alaska, le New Hampshire, le Dakota du Sud, le Maine, le Dakota du Nord et le Vermont (MIF, 2008 b)

³ Ces deux compagnies contrôlaient 96% du marché en 1996 (Lowell et de la Garza, 2002 : 8).

⁴ Les coûts des transferts de fonds sont plus élevés à Cuba en raison des réglementations, des limitations d'envois et des taux de change en vigueur avec les États-Unis sur les transferts de fonds.